

Première journée mondiale de mobilisation contre les fonds d'investissements – 17/07/2008

PARIS (AFP) — De Moscou à New York en passant par Paris, des rassemblements symboliques, à l'appel du syndicat international des employés des services SEIU basé à Washington, ont eu lieu jeudi dans 25 pays pour dénoncer l'emprise des fonds d'investissements sur l'économie, notamment KKR.

Le SEIU, qui revendique près de 2 millions de salariés adhérents rien qu'aux États-Unis et au Canada, s'est félicité auprès de l'AFP de cette première journée mondiale d'action. Il a réuni une trentaine de manifestants à Paris, 50 à Londres, mais entre 500 et 1.000 à Washington et un millier à New York, a indiqué une porte-parole du syndicat, Ali Jost, jointe par téléphone.

Le SEIU dénonce tout particulièrement les opérations financières du fonds américain Kohlberg Kravis Roberts & Co (KKR), l'un des plus importants du monde, considéré comme l'inventeur du rachat d'entreprises par endettement ou LBO (Leverage buy out), qui gère quelque 53,2 milliards de dollars d'actifs dans le monde.

A Londres, une cinquantaine de manifestants se sont rendus au siège européen de KKR afin de remettre en mains propres à ses dirigeants une "facture symbolique" de 225 millions de livres sterling correspondant au montant des allègements fiscaux dont a bénéficié KKR lors de ses dernières opérations financières au Royaume-Uni, a indiqué le représentant du SEIU à Londres, Michael Laslett.

A Paris, le "collectif LBO", qui dénonce les conséquences néfastes pour l'emploi de cette technique de rachat d'entreprise, a manifesté devant le siège de l'Association Française des Investisseurs en Capital (AFIC).

"Notre premier objectif est de dénoncer les agissements des représentants et des membres de l'AFIC à l'origine des problèmes sociaux et des dégâts sur les entreprises" a déclaré Philippe Matzkowski, co-fondateur du collectif, issu de la CGT.

Selon lui, un LBO est toujours synonyme de "suppressions d'emplois".

"Je crois qu'il y a besoin de sensibiliser la population sur la gravité de ce qui se passe dans la finance, qui est de la même ampleur que ce qui se passe dans l'environnement" a déclaré Alain Morin, rédacteur en chef d'une revue d'économie publiée par le parti communiste français (PCF).

"Les gâchis de pétrole sont une menace pour la planète, et les gâchis actuels de crédits utilisés dans les opérations de LBO sont une vraie menace pour la société et pour les emplois" a-t-il ajouté.

Au nom des fonds, Pierre de Fouquet, président de l'AFIC a jugé "fantaisiste" l'idée selon laquelle "on se jetterait sur une société normale qu'on +pressurerait+ pour ensuite la jeter après s'être remboursé". "Cela n'a aucun rapport avec la réalité de notre métier qui vise à accélérer le développement des entreprises" a-t-il dit.

"On n'investit pas simplement dans ces sociétés pour les transmettre, mais aussi pour les accompagner dans une stratégie de croissance. C'est ça qui crée de la valeur sur le long terme" a-t-il ajouté.

En pleine campagne présidentielle américaine, le SEIU a profité de cette journée pour dénoncer les liens étroits qu'entretiennent certains dirigeants de KKR avec le sénateur John McCain, candidat républicain à la Maison-Blanche.

Le PDG de KKR, Henry Kravis, a apporté plus de 71.000 dollars de contributions à la campagne du sénateur McCain, a affirmé le SEIU, et le DG, Kenneth B. Mehlman est son plus proche conseiller.